



F5100-Direction du Patrimoine Immobilier-

DECISION DU MAIRE N° d.2024.008

**Parking en sous-sol de la résidence Versailles Grand Siècle.
Convention de mise à disposition d'un emplacement de parking n° 23, propriété de la Ville,
à la société par actions simplifiée Hydraco Process.**

LE MAIRE DE LA VILLE DE VERSAILLES

Vu le Code général des collectivités territoriales et spécialement l'article L.2122-22 alinéa 5,
Vu la délibération du Conseil municipal n° 2020.05.18 du 27 mai 2020 accordant au Maire les délégations prévues à cet article,
Vu l'arrêté n° A2023.234 en date du 3 février 2023, 5^{ème} actualisation, donnant délégation aux élus de la ville de Versailles pour la mandature 2020-2026,
Vu le budget de l'exercice en cours et l'affectation des recettes correspondantes sur les imputations suivantes : l'indemnité d'occupation et les charges du parking au chapitre 935 « Aménagements des territoires et habitat », article par fonction 93551 « Parc privé de la collectivité », article par nature 752 « revenus des immeubles » pour le loyer et les charges, localisation géographique PKGDSIECLE « Parking Grand Siècle », service F5110 « gestion locative ».

Il s'agit de mettre à disposition, par la ville de Versailles, un emplacement de parking situé dans le sous-sol de la résidence Versailles Grand Siècle au profit d'un administré, moyennant le paiement à la Ville d'un loyer fixé tel qu'indiqué ci-dessous.

Pour mémoire, la Ville est propriétaire de 34 emplacements de stationnement et 2 boxes sur site.

DECIDE

de signer la convention à intervenir entre la ville de Versailles et la société HYDRACO PROCESS, pour la location d'un emplacement de parking n° 23, situé au sous-sol de la résidence Versailles Grand Siècle, plus précisément, sous l'école primaire Charles Perrault.

Cette mise à disposition est consentie du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024, renouvelable par tacite reconduction jusqu'au changement de situation de l'occupante, sans pouvoir toutefois excéder 12 ans.

Le loyer des emplacements de parking est fixé d'un commun accord à 85,77 € (valeur 1^{er} janvier 2024) par mois, charges non comprises d'un montant 11,69 € (valeur 1^{er} janvier 2024) par mois.